

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'Environnement et de l'Énergie d'Île-de-France  
Unité départementale des Yvelines**

**Arrêté portant mise en demeure  
Installations classées pour la protection de l'environnement  
Société SUEZ RV Île-de-France à Porcheville (78440), 15 rue Ozanne**

**Le Préfet des Yvelines  
Officier de la Légion d'honneur**

**Vu le code de l'environnement ;**

**Vu l'arrêté préfectoral n°06-071/DDD du 4 août 2006 modifié autorisant la société SITA Île-de-France, dont le siège social est situé 2-6 rue Albert de Vatimesnil à Levallois-Perret (92532), à exploiter, sur la commune de Porcheville (78440), zone Industrielle de Limay-Porcheville, rue Ozanne, des installations de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois et de déchets non dangereux non inertes ;**

**Vu le courriel du 17 mai 2019 relatif au changement de dénomination sociale de l'exploitant devenu SUEZ RV Île-de-France ;**

**Vu le rapport de l'inspection des installations classées suite à la visite de contrôle du 16 mai 2019, transmis à l'exploitant par courrier en date du 22 mai 2019, conformément à l'article L. 171-6 du code de l'environnement ;**

**Considérant que, lors de la visite de contrôle du 16 mai 2019, l'inspecteur de l'environnement, spécialité installations classées, a constaté la présence de deux poteaux incendie dans la rue au niveau de l'entrée du site, dont l'aspect (coque en plastique ouverte, un des raccords semblant fuyant) fait douter de leur bon fonctionnement ;**

**Considérant que l'exploitant ne peut pas indiquer le débit de ces poteaux incendie ;**

**Considérant qu'il n'y a pas de réserve incendie sur le site ;**

**Considérant que l'exploitant n'est pas en mesure de justifier la disponibilité de 240 m<sup>3</sup> /h d'eau d'extinction pendant 2 heures ;**

**Considérant que l'exploitant ne peut garantir la disponibilité des moyens d'extinction nécessaires en cas d'incendie ;**

**Considérant qu'il est, de plus, indispensable d'actualiser les volumes nécessaires compte tenu des changements apportés aux installations depuis 2006 ;**

**Considérant que la non-conformité constatée constitue un manquement aux prescriptions de l'article 7.6.3 de l'arrêté préfectoral n°06-071/DDD du 4 août 2006 modifié susvisé ;**

**Considérant que, face au manquement constaté, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement, en mettant en demeure la société SUEZ RV Île-de-France de respecter les prescriptions de l'article 7.6.3 de l'arrêté préfectoral n°06-071/DDD du 4 août 2006 modifié susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;**

**Direction régionale et interdépartementale  
Environnement Energie - UD78**

**78-2019-06-20-001**

**arrêté préfectoral portant mise en demeure - installations  
classées pour la protection de l'environnement - société  
SUEZ RV Ile-de-France à Porcheville**

Considérant que l'exploitant n'a pas transmis d'observation sur le projet d'arrêté notifié le 23 mai 2019 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Yvelines,

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> :** La société SUEZ RV Île-de-France dont le siège social est situé 19 rue Emile Duclaux – 92268 Suresnes cedex, exploitant une installation de regroupement/tri/transit de déchets non dangereux située sur la commune de Porcheville (78440) – 15 rue Ozanne, est mise en demeure, de respecter les prescriptions de l'article 7.6.3 de l'arrêté préfectoral n°06-071/DDD du 4 août 2006 modifié susvisé en prenant en compte les changements apportés aux installations depuis 2006, en :

1. réalisant le calcul des besoins en eau selon le référentiel technique APSAD D9, dont elle déduira le besoin de confinement selon la fiche technique du référentiel APSAD D9A ;
2. prenant l'attache du Service départemental d'incendie et de secours des Yvelines (SDIS) pour valider les solutions techniques complémentaires aux poteaux incendies existants selon des résultats de débit à obtenir et le besoin global en eau actualisé ;
3. réalisant les travaux pour rétablir les moyens d'extinction d'un incendie adaptés au site.

Les délais sont les suivants, à compter de la notification du présent arrêté :

- points 1 et 2 sous 3 mois, l'exploitant communiquera à l'inspection des installations classées les calculs actualisés des besoins en eau d'extinction et la solution technique retenue à l'issue des échanges avec le SDIS ;
- point 3 sous 6 mois : l'exploitant justifiera auprès de l'inspection des installations classées de la réalisation des travaux de mise à niveau de la défense incendie.

**Article 2 :** Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1<sup>er</sup> ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

**Article 3 :** Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, par l'exploitant, dans le délai de deux mois qui suit la date de notification du présent arrêté. Le tribunal administratif de Versailles peut être saisi via l'application <https://www.telerecours.fr/>

**Article 4 :** Le présent arrêté sera notifié à la société SUEZ RV Île-de-France et publié au recueil des actes administratifs du département des Yvelines.

Copie en sera adressée au :

- secrétaire général de la Préfecture,
  - sous-préfet de Mantes-la-Jolie,
  - maire de la commune de Porcheville,
  - directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France,
- chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le **20 JUIN 2019**

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur,  
Pour le Directeur et par subdélégation,  
le chef de l'unité départementales,

  
Henri KALTEMBACHER

